

505 LH 745/6

8136

(1939, 42)

8156

Attributions spéciales des Commissaires aux Comptes en
temps de guerre.

- Assistance aux Assemblées Générales - Rapport spécial.

| | | |
|----------------------------------|-----------------------------------|----------|
| D.L. | 29. 9.39 (art.15) (J.O. 17.12.39) | |
| Note pour le service contentieux | | 22. 4.42 |
| Note du Contentieux | | 27. 4.42 |
| Note pour le Président | | 4. 5.42 |

Attributions spéciales des Commissaires aux Comptes en temps de guerre.

Le Secrétaire Général
du
Conseil d'Administration

4 mai

42

NOTE concernant certaines
questions relatives à l'Assemblée Générale
de 1942

I.- Rapport spécial de la
Commission des Comptes
en exécution du décret-
loi du 29 novembre 1939

Le décret-loi du 29 novembre 1939 "tendant à la reprise du cours de certains délais suspendus au profit des mobilisés par le décret du 1er septembre 1939" dispose dans son article 18 :

"Pendant le même temps (la durée des hostilités) les Commissaires des Sociétés anonymes assisteront aux Assemblées générales des Actionnaires quels qu'en soient la nature ou l'objet, mais sans voix délibérative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques; ils pourront se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires; ils feront un rapport spéciale à l'Assemblée générale annuelle sur l'exercice de cette mission".

Entre les Assemblées générales annuelles des 5 septembre 1940 et 30 juin 1941, deux Assemblées générales avaient été convoquées extraordinairement, l'une le 31 octobre 1940 (approbation des modifications aux Statuts), l'autre le 14 juin 1941 (augmentation de la faculté d'émission).

Conformément à la disposition ci-dessus rappelée, la Commission des Comptes a présenté à l'Assemblée générale annuelle du 30 juin 1941 un rapport spécial sur ces deux assemblées auxquelles ses membres avaient été convoqués.

Cette année, aucune Assemblée générale n'ayant été tenue extraordinairement entre les deux Assemblées générales annuelles, la Commission des Comptes doit-elle néanmoins présenter un Rapport spécial qui, en l'espèce, ne pourrait que se borner à constater

....

qu'aucune Assemblée n'a été tenue ? M. AURENGE, consulté sur ce point, est d'accord pour répondre par la négative.

II.- Résolution à soumettre à l'Assemblée générale. Approbation éventuelle par les autorités d'occupation. -

I.- Les résolutions à soumettre, cette année, à l'Assemblée générale doivent comprendre, en dehors des deux résolutions habituelles relatives, d'une part, à l'approbation des comptes, d'autre part, au compte rendu et à l'autorisation prévus par l'article 10 de la Convention (marchés avec les entreprises ayant des administrateurs communs), une résolution approuvant les modifications apportées à la présentation du bilan. Celle-ci pourrait être rédigée dans les mêmes termes que celle soumise à l'Assemblée générale de 1940.

On peut se demander, par ailleurs, s'il ne conviendrait pas de prendre l'initiative de relever l'indemnité des membres de la Commission des Comptes.

A l'heure actuelle, cette rémunération comporte :

- une allocation annuelle en espèces, dont le montant a été fixé à 4.000 frs par l'Assemblée générale du 9 décembre 1937, et qui n'a pas varié depuis (aux termes de l'article 26 des Statuts, l'importance de cette allocation reste maintenue jusqu'à décision contraire de l'Assemblée générale);

- une carte de circulation en 1ère classe sur l'ensemble des lignes de la S.N.C.F. (Assemblée générale du 28 janvier 1938);

- éventuellement, le remboursement forfaitaire des frais de déplacement, dans la limite d'un maximum global de 16.000 frs pour l'ensemble des membres de la Commission et de leurs collaborateurs (Assemblée générale du 5 septembre 1940).

D'autre part, les Collaborateurs des membres de la Commission bénéficient d'une carte de circulation en 1ère classe sur l'ensemble des lignes de la S.N.C.F. (Assemblée générale du 29 juin 1939), à l'exclusion de toute rémunération en espèces.

En faveur d'une augmentation de cette rémunération, on peut faire valoir que le montant de l'indemnité actuelle (4.000 frs) semble peu élevé si l'on tient compte de la rémunération allouée par d'autres Sociétés qui sont loin d'avoir l'importance de la S.N.C.F. et de ce que, d'autre part, cette rémunération est restée inchangée depuis 1938, alors que les rémunérations de toute nature ont, dans l'ensemble, été relevées.

D'autre part, ainsi qu'il a été indiqué, les collaborateurs des membres de la Commission des Comptes ne reçoivent aucune rémunération en espèces. Il n'appartient pas, d'ailleurs, à la S.N.C.F. de leur en allouer une, ceux-ci n'étant que les préposés des membres de la Commission et choisis par eux. Le relèvement de l'in-

.....

indemnité allouée aux membres de la Commission permettrait à ces derniers, s'ils le jugent utile, d'en ristourner une partie à leurs collaborateurs.

Il semble que, bien que nous n'ayons été saisi d'aucune demande de la Commission des Comptes, l'on pourrait envisager un relèvement de cette rémunération. Sans doute, ne serait-il pas excessif de la doubler en la portant de 4.000 à 8.000 frs par an.

La rémunération des membres de la Commission des Comptes courant d'une Assemblée générale à l'Assemblée générale suivante, on peut envisager de ne pas donner à ce relèvement un caractère rétroactif et de ne payer la nouvelle indemnité qu'à l'occasion de l'Assemblée générale de 1943. En effet, au cours de l'exercice actuel, la Commission des Comptes, dont les membres représentant l'Etat n'ont été désignés qu'avec six mois de retard, n'a pratiquement fonctionné que pendant une partie seulement de l'exercice. Il ne semble donc pas justifié d'appliquer ce relèvement avec effet rétroactif.

Il conviendrait sans doute, au préalable, d'obtenir officiellement l'accord de M. le Commissaire du Gouvernement sur ce relèvement.

Le texte des résolutions qui seraient ainsi à soumettre à l'Assemblée générale fait l'objet de l'annexe ci-jointe.

II. - L'ordonnance du 28 septembre 1941 du Militärbefehlshaber dispose que :

"§ 1.

"Les résolutions des assemblées générales des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée ne seront valables qu'après approbation du Militärbefehlshaber in Frankreich. Il en est de même des résolutions prises par d'autres organismes de ces sociétés et portant sur le transfert du siège des sociétés.

"§ 2.

"Sont exclus de cette prescription les résolutions concernant le rapport, le quitus à donner au Conseil d'Administration à la Direction ou aux Commissaires aux Comptes, les comptes rendus annuels sur l'exercice écoulé, le compte des profits et pertes d'un exercice.

"§ 3.

"Les résolutions sont considérées comme approuvées lorsque le Militärbefehlshaber n'y fait pas opposition dans un délai de trois semaines, après que celles-ci lui ont été soumises. Le

....

"délai commence à la date de remise qui sera attestée par le
"Militärbefehlshaber.

"§ 4.

"La présente ordonnance entre en vigueur dès sa publication"

Des précisions complémentaires données par les autorités d'occupation, il résulte que font également partie des résolutions exemptées de l'obligation de l'approbation celles relatives à la fixation d'un dividende, à la réélection des anciens administrateurs, commissaires-vérificateurs, etc... (seule l'élection de personnes nouvelles nécessite l'approbation), de même que celles relatives au transfert du siège social à l'intérieur d'une même localité, simplement d'une rue à une autre.

Les résolutions relatives à l'approbation des comptes de l'exercice, au compte rendu prévu par l'article 10 de la Convention et, éventuellement, la résolution relative à la rémunération des membres de la Commission des Comptes rentrent évidemment dans l'énumération de celles pour lesquelles aucune autorisation n'est nécessaire.

La question pouvait paraître plus délicate en ce qui concerne la résolution relative aux modifications apportées à la présentation du bilan. M. AURENCH, consulté, a émis l'avis, dans la note ci-jointe, que cette résolution n'avait pas non plus à être soumise à approbation.

III. - Insertion des avis
de convocation dans
les journaux d'annon-
ces légales. -
social.

Aux termes de l'article 18 des Statuts, les convocations à l'Assemblée générale doivent être faites par un avis inséré au Journal Officiel et dans l'un des journaux d'annonces légales du lieu du siège

Or, la loi du 23 décembre 1941 sur les annonces judiciaires et légales a décidé que ces insertions ne pourraient dorénavant, à peine de nullité, être faites que dans les journaux d'annonces légales qui figureraient sur la liste établie chaque année par arrêté du Préfet du Département.

En ce qui concerne le Département de la Seine, cette liste fait l'objet de l'arrêté préfectoral du 27 février 1942. Le Journal d'annonces légales "Les Petites Affiches" auquel nous confions habituellement nos insertions, ainsi que le journal "Le Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie" auquel nous avons confié ces insertions à défaut des "Petites Affiches" figurent bien sur cette liste.

Nous pouvons donc continuer à utiliser l'une ou l'autre de ces publications.

S. Elom

SOCIÉTÉ NATIONALE
DES
CHEMINS DE FER FRANÇAIS
~~~~~  
SERVICE DU CONTENTIEUX  
~~~~~

Paris, LE 27 avril 1942
45 rue Saint-Lazare
Tél. TRinité 29-94

Bureau SJ
Dossier N° 6056 Co

(Prière de rappeler dans la réponse
les indications ci-dessus)
~~~~~

Note pour Monsieur CLOSSET  
Secrétaire Général du Conseil d'Administration

Comme suite à votre note du 22 courant relative à l'Assemblée Générale des actionnaires de la S.N.C.F. en 1942, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien trouver ci-après les réponses aux questions posées par cette note.

I - Rapport spécial de la Commission des Comptes en exécution de l'article 16, 3<sup>e</sup> alinéa, du décret-loi du 29 novembre 1939.

Aucune Assemblée Générale n'ayant été convoquée extraordinairement, la Commission des Comptes n'a pas eu l'occasion de remplir la mission que lui confie le texte précité et qui aurait consisté à prendre part à l'Assemblée. Le rapport qu'elle présenterait à ce sujet ne pourrait qu'être négatif. Au surplus, l'obligation de présenter ce rapport spécial n'est assortie d'aucune sanction (Piot, Etude au Journal des Sociétés, 1940, p. 26). Il n'existe donc aucun inconvénient à y renoncer en l'espèce.

II - Approbation des résolutions par les autorités d'occupation.

L'ordonnance allemande du 28 septembre 1941, complétée et modifiée par un Avis des mêmes autorités, n'est pas applicable aux résolutions relatives aux comptes en général. Ne sont donc soumises à approbation, ni la première résolution concernant les modifications apportées à la présenta-

tion du bilan, ni la deuxième et la troisième résolutions, approuvant les comptes de l'exercice, donnant quitus aux Administrateurs de leur gestion et relatives aux comptes rendus et autorisations exigés par l'article 40 de la loi de 1867.

Cette interprétation, admise par la doctrine (Journal des Sociétés, art. 4851, III B; Gazette du Palais 1941.2.89), est entièrement conforme au § 2 de l'Ordonnance.

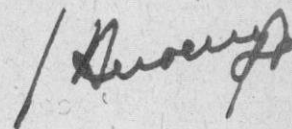
La procédure d'approbation, lorsqu'elle est obligatoire, est bien celle qu'indique la note jointe à votre lettre (page 3), qui reproduit, d'ailleurs, les termes de l'Avis qui a complété l'Ordonnance. Il en résulte qu'il est possible de présenter les projets de résolutions avant l'Assemblée Générale, afin de gagner du temps. Mais il faut, bien entendu, solliciter une nouvelle approbation, si l'Assemblée vient à modifier les résolutions qui lui ont été soumises.

J'estime avec vous qu'il est préférable de ne pas user de cette faculté, qui peut être considérée comme préjugant en quelque sorte des décisions de l'Assemblée Générale, et qu'il vaut mieux présenter à l'approbation un texte définitif.

III - Résolution relevant les indemnités allouées aux membres de la Commission des comptes.

Cette résolution n'a pas à être soumise à l'approbation des autorités d'occupation, pour les raisons indiquées au § II.

LE CHEF DU CONTENTIEUX





22 avril 1942

Monsieur AURENCE  
Chef du Service du Contentieux

---

Je vous serais obligé de bien vouloir prendre connaissance de la note ci-jointe relative à l'Assemblée Générale des actionnaires de la S.N.C.F. de 1942.

Plus spécialement, je désirerais avoir votre avis sur les points suivants :

I.- Rapport spécial de la Commission des Comptes en exécution du décret-loi du 29 novembre 1939.

Nous n'avons eu cette année aucune Assemblée Générale convoquée extraordinairement.

La Commission des Comptes doit-elle, ou non, présenter un rapport enregistrant ce fait ? J'inclinerais plutôt, quant à moi, à penser que dès lors qu'il n'y a eu aucune Assemblée Générale convoquée extraordinairement, la Commission n'a à présenter aucun rapport spécial.

.....

Le Secrétaire Général  
du Conseil d'Administration,

Signé : CLOSSET.

.....

Extrait de la Note concernant certaines questions relatives

à l'Assemblée Générale de 1942

I - Rapport spécial de la  
Commission des Comptes  
en exécution du décret-  
loi du 29 novembre 1939.

Le décret-loi du 29 novembre 1939

"tendant à la reprise du cours de certains

"délais suspendus au profit des mobilisés

"par le décret du 1er septembre 1939" dispose dans son article 16 :

"Pendant le même temps (la durée des hostilités) les Commissaires  
"des Sociétés anonymes assisteront aux Assemblées Générales des Action-  
"naires quels qu'en soient la nature ou l'objet, mais sans voix délibé-  
"rative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications  
"que les Actionnaires et aux mêmes époques; ils pourront se faire  
"délivrer copie des procès-verbaux des Assemblées générales quelcon-  
"ques des Actionnaires; ils feront un rapport spécial à l'Assemblée  
"Générale annuelle sur l'exercice de cette mission";

Entre les Assemblées Générales annuelles des 5 septembre 1940 et  
30 juin 1941, deux Assemblées Générales avaient été convoquées extra-  
ordinairement, l'une le 3 octobre 1940 (approbation des modifications  
aux Statuts), l'autre le 14 juin 1941 (augmentation de la faculté  
d'émission).

Conformément à la disposition ci-dessus rappelée, la Commission  
des Comptes a présenté à l'Assemblée Générale annuelle du 30 juin 1941  
un rapport spécial sur ces deux Assemblées auxquelles ses membres  
avaient été convoqués.

Cette année, aucune Assemblée Générale n'ayant été tenue extra-  
ordinairement entre les deux Assemblées Générales annuelles, la ques-  
tion se pose de savoir si la Commission des Comptes doit néanmoins  
présenter un rapport spécial qui, en l'espèce, ne pourrait que se  
borner à constater qu'aucune assemblée n'a été tenue.

.....



EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 17 décembre 1939

-----

DECRET-LOI du 29 novembre 1939  
tendant à la reprise du cours de certains délais  
suspendus au profit des mobilisés par le décret  
du 1er septembre 1939

---

.....

Art. 16.- .....

(durée des hostilités)

Pendant le même temps, les commissaires des sociétés anonymes assisteront aux assemblées générales des actionnaires quels qu'en soient la nature ou l'objet, mais sans voix délibérative en cette qualité. Ils auront droit aux mêmes communications que les actionnaires et aux mêmes époques ; ils pourront se faire délivrer copie des procès-verbaux des assemblées générales quelconques des actionnaires ; ils feront un rapport spécial à l'assemblée générale annuelle sur l'exercice de cette mission.

.....